La réforme de l'assurance chômage : un outil contre les chômeurs mais aussi contre les salaires, les conditions d'emploi de toutes et tous. Un outil pour continuer la destruction de la protection sociale

Macron et Castex y tiennent, elle est jugée « indispensable » et ils en font un enjeu central de la rentrée et de la poursuite de la contre révolution conservatrice macronienne. Pour cela ils n'hésitent pas à mentir et leurs mensonges sont relayés complaisamment par les grands médias :

Premier mensonge : les chômeur.euses sont des profiteurs du système

Il y aurait une amélioration de l'emploi liée à une reprise importante (Lemaire). Pour répondre aux « difficultés de recrutement qui risquent de compromettre la reprise » dont le dysfonctionnement d'une assurance chômage trop favorable est la cause : c'est la rengaine depuis des mois « on ne doit pas gagner plus en alternant emploi et périodes de chômage ». C'est faux toutes les études le contredisent: un seul exemple le développement des contrats courts est pour une part le fait des contrats de remplacement des salariées usées dans les EHPAD.

Deuxième mensonge : on va reconnaître les première deuxième et troisième ligne

Dans certains secteurs se développe une « grève des emplois peu gratifiants » : des salarié.es ont « expérimenté » d'autre chose que ces emplois mal payés avec des horaires impossibles et refusent de reprendre comme dans le monde d'avant. Les journaux TV sont plein des lamentations de pauvres patrons (Hôtellerie-restauration, événementiel ..) qui ne retrouvent pas « leurs » salarié.es. Il suffirait pourtant d'améliorer les conditions de travail, de reconnaissance et de rémunérations de ces travailleur.euses dont une bonne partie était « en première ligne » Souvenons nous des applaudissement et des promesses d'alors!

Troisième mensonge : on va réduire la précarité

ABROGATION

de la réforme
de l'assurance
chômage!

contact@ensemble-fdg.org • www.ensemble-fdg.org

C'est le choix de la contrainte vis à vis des précaires qui est fait pour continuer la pression sur tous les salaires en maintenant la concurrence des pauvres et des précaires : ce qui se passe sur l'assurance chômage concerne directement l'ensemble du salariat

Le gouvernement prétend lutter contre la précarité mais la réduit considérablement aux contrats très courts et encore avec une grande compréhension pour le patronat des secteurs grands utilisateurs de ces contrats : les dispositions contraignantes pour le patronat n'entreront en vigueur - peutêtre! - que fin 2022.

Une fois de plus, ce sont les femmes qui ont le plus à perdre car elles cumulent souvent les emplois courts et le non-emploi.

ENSEMBLE!, mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

Pourquoi un tel acharnement du gouvernement sur cette réforme ?

Profitant que c'est un maillon faible avec la coupure des chômeurs et chômeuses, des précaires et du salariat «en emploi », le gouvernement fait de la réforme de l'assurance chômage une expérimentation - et un premier pas décisif pour eux dans la remise en cause de la protection sociale solidaire. Comme il le fait aujourd'hui pour l'assurance chômage il transformera une protection sociale solidaire qui garantit des droits aux soins et à la retraite en un outil de politique économique voir budgétaire entre les mains du gouvernement.

La récente augmentation du Smic - qui se limite aux dispositions légales sans « coup de pouce »- montre que le choix fait est encore la baisse du coût du travail. Les minima sociaux restent au seuil de misère.

Le chômage, la précarité et la pauvreté ne sont pas des phénomènes marginaux limités à des catégories particulières. Ce sont des outils essentiels entre les mains du Capital pour créer un rapport de forces qui fasse pression sur les salaires, les conditions de travail et d'emploi

Cerise sur le gâteau : pendant qu'on chasse les chômeurs et chômeuses on ne parle pas des inégalités et on entérine un partage des richesses dans la continuité des politiques libérales des 2 ou 3 dernières décennies. Les 5% les plus riches ont doublé leurs fortunes en 20 ans pendant que les 20% les moins riches perdaient 30% de celle-ci!

Remettre la répartition des richesses et la lutte contre les inégalités au centre du débat politique. Pour un monde d'après!

Le patronat, le gouvernement, la droite et l'extrême droite veulent réduire la place du « social » dans le débat politique et exclure la question des inégalités. Le pompon de la semaine ayant été atteint par Xavier Bertrand, mercredi dernier sur France 2, parlant des chômeurs en ces termes « celui qui fait le choix de ne pas travailler ». Ignoble !

Ne laissons plus dire et croire tout et son contraire sur le chômage et les chômeurs et chômeuses, les précaires et les pauvres, discrédités aujourd'hui comme « assistés » (alors que les vrais assistés sont les actionnaires que les plans du gouvernement ont enrichi).

Nous appelons toutes les organisations à faire front pour refuser cette réforme et combattre les mensonges d'un gouvernement qui a choisi d'appauvrir des millions de personnes. Appelons en commun à créer un courant d'opinion qui permette aux chômeurs et chômeuses de sortir de leur « invisibilité et que ce soit l'occasion de discuter pour préciser les solutions et les revendications.

Imposons un débat public sur d'autres solutions. Des mesures d'urgence : pas de revenu en dessous du seuil de pauvreté, un revenu minimum pour toute personne quelque soit son statut (précaire chômeurs et chômeuses, salarié.e.s pauvres, faux indépendants exclus des garanties du salariat,...) Pour les financer il suffit de faire participer les 5 % qui ont vu une augmentation considérable de leur patrimoine.

Ces mesures d'urgence doivent préparer la mise en place à une sécurité sociale professionnelle : personne hors d'un emploi et des droits au salaire maintenu pour toutes et tous. Pour financer cette sécurité sociale professionnelle, il faut augmenter les cotisations sociales en ponctionnant les grands groupes qui accumulent des profits, vite transformés en dividendes, stock-options, intéressement... qui échappent pour l'essentiel aux cotisations sociales et à l'impôt.





